

## L'envahissement sécuritaire

Bernard Hours

Le troisième millénaire s'entame sous les auspices d'une atmosphère d'extrême insécurité, réelle ou virtuelle, doublée d'une inflation de normes sécuritaires dans tous les domaines : environnement, santé, transport, loisirs... sans parler de sécurité alimentaire, des relations de genre, de sécurité démographique (*sic*), économique (*sic*), financière, informatique... La liste est sans fin si l'on accepte une vision du monde réduite à la gestion technocratique des risques, l'une des dimensions du projet civilisateur central et unique aujourd'hui : la reproduction tranquille du capitalisme comme civilisation globale.

Cette "tranquillité" est évidemment en contradiction avec la dynamique de l'optimisation des profits. Mais cette jouissance paisible des marchandises du marché suppose la sécurité des échanges, celle de la consommation : une reproduction sûre, seule susceptible de mobiliser les investisseurs et de tenir durablement les consommateurs en vie, pour qu'ils consomment longtemps, et même au-delà de leur décès dans des funérariums sophistiqués, avec des rites et des gadgets. Le décès ressemble de moins en moins à la mort sous François 1<sup>er</sup>. Décéder n'est plus vraiment mourir car, avec ou sans croyance en une vie future, le corps est assuré d'un traitement sûr, programmé, choisi et payé d'avance, aux USA en particulier.

A l'inverse, ceux qui, malencontreusement, vivent dans des zones de guerres civiles ou de conflits ethniques, n'ont droit qu'aux charniers. Les ONG humanitaires n'interviennent pas encore *post mortem*. C'est le travail du tribunal pénal international. Ce détour par la mort ne signale pas un goût macabre mais simplement la butée ultime à laquelle se heurte, en partie, tout projet radical de sécurité, c'est-à-dire, en termes d'aujourd'hui, de sécurisation, ou de mise en sécurité. C'est aussi une façon de relativiser, de mettre à distance sans l'exclure, la lecture politique classique de la sécurité au siècle dernier (le XX<sup>e</sup>) pour affirmer que l'explosion sécuritaire contemporaine et globale, constitue un phénomène propre, d'une nature en partie nouvelle, même si, *in fine*, la problématique politique, classique elle aussi, de la domination, de l'abandon consenti ou arraché de liberté contre la sécurité est un vieux marché auquel aucune société ne peut échapper, ni l'humanité.

Pour analyser ici les logiques et les composantes d'une éventuelle "idéologie sécuritaire", envisagée comme un complexe idéologique contemporain, résultant d'articulations spécifiques entre des normes, des valeurs, des rapports politiques, je présenterai un processus de transfert du pouvoir politique qui va de la souveraineté de l'Etat vers des pouvoirs multilatéraux. J'aborderai ensuite le concept de gouvernance qui suppose de programmer une sécurité globalisée. Un projet, celui de la sécurité globale, sera ensuite examiné comme objectif dont l'idéologie sécuritaire est l'instrument. L'articulation entre ce processus, ce concept, et ce projet constitue "l'idéologie sécuritaire" abordée ici.

### *De la souveraineté nationale à la gouvernance*

Pour comprendre le sens de la sécurité, il faut sortir du champ de la sécurité car l'exigence sécuritaire s'autoproduit. La sécurité ce n'est plus seulement la sécurité politique, l'ordre étatique et répressif contre le désordre. C'est aussi désormais l'émergence d'un ordre supra-étatique, supranational, virtuellement mondial, à prétention globale. La force publique destinée à faire appliquer la loi qui assure la sécurité des citoyens demeure. Mais les polices multilatérales se multiplient depuis la fin de la guerre froide, avec des forces

multilatérales dites d'interposition. La légalisation de l'ingérence porte un coup d'arrêt irréversible à la souveraineté nationale et à l'Etat comme champ exclusif du droit public. La multiplication d'instances multilatérales sectorielles ne supprime pas la dimension étatique de la sécurité. Elle la relativise dans une mesure qui n'est pas négligeable. Il ne s'agit donc pas ici de dénier à l'Etat le monopole de l'usage de la force sur son territoire, mais bien de souligner que ce monopole n'en est plus un dès lors que des normes multilatérales sont imposées, y compris par la force militaire à des Etats récalcitrants.

Considérer, comme le font les juristes internationaux, qu'il s'agit d'une progressive maîtrise de la sécurité collective (la paix entre les nations) grâce au développement d'une sagesse ou d'une morale internationale appuyée sur un droit international constitue une abstraction sympathique, comme le droit international. De la société des Nations à l'ONU cette aspiration demeure aussi respectable qu'elle est inopérante car elle occulte la domination exercée par les Etats les plus forts. Le droit de veto au conseil de sécurité met les choses au point clairement. On aurait tort d'en déduire que l'arbitraire étatique des puissances les plus impériales prouve que l'Etat garde la main. L'Iran ou la Corée du Nord sont soumis à d'extrêmes pressions sur leur arsenal nucléaire. Les USA après avoir fait les gros bras aimeraient bien être remplacés en Irak par des forces multilatérales. La notion "d'Etats voyous" se réfère bien à une virtuelle loi ou morale internationale, même si celle-ci fait l'objet de transgressions de toutes parts. Il faut donc distinguer les discours et pratiques sur un droit international fréquemment bafoué et la montée en puissance notable de normes de sécurité formulées par des instances multilatérales dans de multiples domaines. Le processus ici évoqué porte moins sur un transfert formel de pouvoirs de l'Etat à des instances supranationales, qui est très relatif, que sur une pression normative nouvelle et croissante qui s'exerce bien au-delà de la sécurité traditionnelle, politique, liée à la résolution des conflits et à la paix civile.

Si l'on observe l'évolution de l'Union européenne, on voit très bien ces phénomènes à l'œuvre. Le principe de subsidiarité affirme

que les Etats disposent de toutes les compétences qui ne sont pas explicitement déclarées communes. Derrière ce principe, l'histoire montre une subsidiarité renversée. La commission s'empare de fait de toutes les compétences non appropriées, non exercées explicitement par les Etats. Les normes techniques de sécurité sont au cœur d'une telle évolution, dans tous les domaines où elles sont formulées, en termes d'environnement, de sécurité alimentaire, de traçabilité, d'OGM, de santé, de médicaments, de droits des gens mêmes, puisque la cour européenne peut condamner des Etats membres. Que de telles condamnations n'aient que des effets secondaires, pour l'heure, laisse néanmoins entrevoir une sorte de "champ moral" émergent constitué autour de toutes les déclinaisons des normes de sécurité dans leurs multiples domaines respectifs. La protection est devenue un devoir moral.

Pour expliquer comment ces normes techniques de sécurité se cristallisent en champ de morale sécuritaire, il convient de s'appuyer sur l'interdépendance qui, en provoquant un large sentiment d'insécurité, rend nécessaire la production de normes destinées à rassurer non plus les citoyens mais les consommateurs.

L'interdépendance résulte très largement des phénomènes globaux tels que la mondialisation de l'économie de marché capitaliste, la moralité humanitaire, l'inquiétude sanitaire contre les maladies émergentes sans frontières, la conscience de risques environnementaux eux aussi sans frontières. Les firmes multinationales, les droits de l'homme, la pollution, la contamination, l'Internet, sont des réalités transnationales contemporaines qui produisent des angoisses spécifiques résultant d'une prise de conscience spontanée et orchestrée d'une interdépendance nouvelle qui lie les destins des hommes, plus qu'au temps de Montaigne. Vérités et erreurs globales franchissent allègrement les Pyrénées. Le sentiment d'insécurité qui résulte de l'interdépendance signale une perte de liberté du sujet, la nécessité d'identifier, puis de maîtriser les risques de toute nature, le besoin d'incantation d'une solidarité infra-politique, non plus entre groupes sociaux, mais entre hommes exposés aux mêmes risques. On trouve là un des chapitres où s'exercent la naturalisation et la dépolitisation des hommes au-

jourd'hui. En effet, ces hommes rendus grégaires par leurs communes angoisses, inquiets face à tous les risques dont on les menace s'ils ne sont pas disciplinés, vivent l'interdépendance comme un cauchemar en forme de jeu vidéo : les assaillants surgissent de toute part.

Le cadre national n'est plus le seul champ d'expression de la solidarité car l'espèce en danger avale la société des citoyens. Cette solidarité n'est plus revendicative mais défensive. Elle ne s'adresse plus à des Etats exclusivement mais à des risques et à des instances de gestion des risques, dont les Etats en charge de la population. Il s'agit moins de gagner des droits, déjà distribués aussi généreusement qu'abstraitement, que de se protéger contre l'atteinte corporelle, la maladie, la mort, ce risque absolu, le plus dur à éradiquer.

On ne décidera pas ici si c'est l'interdépendance qui provoque la conscience des risques, ou si cette conscience crée l'interdépendance. Car nous sommes dans le domaine des représentations et de l'idéologie. Les risques qui terrorisent nos contemporains étaient gérés autrement auparavant. Les liens sociaux, à leur échelle, produisaient en partie la sécurité requise. L'interdépendance au contraire détruit le lien social par l'érosion de la peur. Elle remplace le sujet politique et social par un échantillon de l'espèce terrorisé par sa santé, la pollution, la violence urbaine, l'accident vasculaire ou routier, c'est-à-dire l'aléa sous toutes ses formes, devenu risque, générateur d'insécurité. L'autre, le voisin, devient facilement dangereux, comme contaminateur ou pollueur, car l'insécurité, réelle ou ressentie casse les rapports sociaux. L'interdépendance favorise donc la dimension multilatérale de la gestion des risques. A logiques globales, interdépendantes, solutions multilatérales puisque ce ne sont plus des citoyens qui sont exposés mais d'abord des hommes naturalisés, des exemplaires de l'espèce exposés aux risques de la planète, de la société, de la vie biologique. Les citoyens d'hier, qui avaient laborieusement échappé aux statuts de sujets du roi, redeviennent sujets de la nature, de la planète, du monde, du marché, toutes entités sans visages, surplombant l'individu consommateur. Ce consommateur, c'est le citoyen global, prêt à défendre ses droits de consommateur

dans l'économie de marché. Le capitalisme est en effet devenu le projet civilisateur unique et global. On l'apprend à ceux qui n'en avaient pas encore goûté les bienfaits, avec un taux d'échec élevé, en Russie, en Asie Centrale, en Afrique et ailleurs. Interdépendance oblige, il n'y a pas d'autre modèle, sauf à apparaître subversif, dangereux, producteur d'insécurité, ou malade mental. Là où le capitalisme ne rentre pas commence l'insécurité. C'est là qu'il faut appliquer les normes requises, dites normes de sécurité. Si hors du capitalisme, point de salut, il y a donc des hommes en danger et l'ingérence s'impose, quasiment humanitaire. Les normes appellent la normalisation, la mise en conformité.

Le processus tracé prend acte de l'extension du champ de la sécurité, tant en étendue, qu'en nature. Sans frontières, la sécurité est aussi polymorphe et tentaculaire. C'est pourquoi sa gestion n'incombe plus aux seuls Etats, qui sont partie prenante plus que maîtres d'œuvre.

C'est l'interdépendance globale qui permet de construire le concept de gouvernance. Il s'agit d'une norme de bonne gestion formulée d'abord par la Banque mondiale, celle qui coordonne la privatisation au niveau mondial. *A minima*, on définit la gouvernance comme l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Il s'agit bien d'affaires en effet ! Car plus largement, la gouvernance c'est l'aspiration technocratique à une reproduction paisible de l'économie capitaliste, de la consommation hédoniste des marchandises matérielles et immatérielles disponibles sur le marché, avec des tensions maîtrisées à la source, dérivées vers des jeux vidéos ou des simulations déréalisant le réel grâce à une administration des choses et des gens fondée sur la gestion des risques, le règlement des conflits, l'édiction de normes sécuritaires tous azimuts permettant de neutraliser tous les aléas naturels ou humains. Ainsi, la reproduction à l'identique et sans heurts d'une société de consommateurs disciplinés devient un projet global pensable. C'est la civilisation du capitalisme universel à son stade supposé final, dont la gouvernance constitue le modèle de gestion, le mode d'emploi et de conduite.

*La gouvernance produit la sécurité et l'exige*

En tant que modèle de bonne gestion, la gouvernance est une norme politique globale qui prend acte de l'interdépendance entre les nations. La bonne gouvernance est supposée produire de la sécurité politique, de la paix civile, mais aussi se conformer à toutes les normes sécuritaires formulées par les instances internationales compétentes dans les différents domaines. Il s'agit donc à la fois d'un style de gestion apte à éviter les conflits dans la société, à faire coexister des intérêts contradictoires suivant les règles en usage. Ces règles se réfèrent à deux sources : la démocratie et le marché. Elles s'appuient sur la liberté d'expression et le débat démocratique public d'une part et sur le marché et la concurrence comme modèle de relations d'autre part. Cette articulation entre démocratie politique et démocratie économique est typiquement américaine. Elle est un modèle universel et global aujourd'hui qui postule que le libre débat fait émerger les meilleurs leaders tout comme les marchés font émerger les entreprises les plus performantes, les gagnants. Les perdants, les fameux *losers* sont bons pour la philanthropie ou la rééducation dans cette vision du monde qui ne peut être crédible que dans le cadre d'une croissance exponentielle du mythe capitaliste de la croissance permanente, de l'augmentation continue des profits, sans secousses systémiques, ni crises économiques ou financières majeures, à l'instar de celle de 2008.

Cette croyance est difficile à partager pour deux raisons. Elle pose un développement continu, sans limites, qui tient de l'utopie, sauf à poser la fin de l'histoire et la reproduction perpétuelle. Elle suppose en outre un monde global, homogène, doté d'un système économique unique, le marché capitaliste, mais aussi d'une population homogène, à l'altérité bannie, consommant les mêmes biens matériels et symboliques, avec pour seules "différences" la production de spectacles culturels propres à des patrimoines gérés comme des marchandises. On peut ainsi se payer des tranches d'altérités programmées, un séjour en carton-pâte chez les indiens *jivaro* ou les *Dayak* de Bornéo. C'est l'altérité marchandise ou l'altérité *strip-tease*. La gestion de ce monde, son pilotage, c'est la gouvernance

comme aptitude à surfer ou à occulter ces contradictions latentes, nées de la vision irénique d'une communion dans l'utopie capitaliste devenue réalité illusoire. La gouvernance globale c'est désormais de pouvoir affirmer en permanence que "tout va bien" et de désigner les responsables des poches de violences dans un exorcisme et un rite de mise à distance. Ce slogan "tout va bien" rappelle étrangement les slogans socialistes, soviétiques ou chinois et toutes les langues de bois. La gouvernance apparaît donc comme l'accessoire idéologique du capitalisme global. C'est sa branche politique, celle qui repose sur l'occultation des contradictions et produit le "consensus démocratique" nécessaire aux marchés aussi bien que l'optimisme nécessaire pour consommer et investir en bourse, selon son appétit. Envisagée sous cet angle, la bonne gouvernance, c'est la recette du bonheur collectif. Ce bonheur, un moment entrevu dans l'industrie lourde et la mécanisation de l'agriculture au XX<sup>e</sup> siècle, avec les résultats que l'on sait, est aujourd'hui un *Disney land* global où tout le monde est beau, riche et gentil, comme au cinéma d'Hollywood. Un vrai faux miracle permanent auquel on peut participer pour peu que l'on soit solvable pour payer le ticket d'entrée.

Croire en ce monde et y participer suppose une totale absence d'insécurité pour que le spectacle soit crédible. Il ne suffit pas de faire comme si tout le monde était pareil, il faut rendre l'illusion durable. La durée du spectacle suppose qu'il soit sécurisé, protégé contre toute manifestation contestant la communion hédoniste, la consommation des marchandises par ceux qui n'y participent pas. Comment consommer paisiblement et faire durer le plaisir si ce "bonheur" est à la merci d'un tireur fou, spécialité culturelle américaine, d'une inondation ou d'un feu de forêt, d'une contamination sournoise, ... de terroristes fanatiques ou pires, kamikazes. Chaque risque identifié et identifiable suppose donc une activité de prévision puis de protection, à la mesure du danger et un peu plus par précaution. Car, il faut le constater, cette "civilisation" doit être protégée. Elle a des "ennemis" (*sic* Bush). A croire qu'il s'agit d'une forteresse assiégée par les barbares. Retour au mur ? La gouvernance inclut donc une mission sécuritaire centrale. Elle est la



mise en sécurité. L'objectif essentiel de la bonne gouvernance, c'est de sécuriser marchés, transactions, consommateurs, électeurs. Cette sécurisation du capitalisme contre tout défaut de programmation, contre les risques, si elle est présentée comme allant de soi aux consommateurs citoyens, appelés à la vigilance et à la solidarité préventive, est perçue différemment par tous ceux qui ne sont pas des consommateurs calibrés et globalisés.

### *Vers l'insécurité globale*

Il s'agit d'évoquer toutes les populations non-solvables des sociétés occidentales qui ne peuvent consommer ni les marchandises, ni les valeurs qui les enveloppent. Ces ex-"classes dangereuses" ont peu de raison d'être vigilantes ou prévoyantes car elles n'ont pas ou peu de "capital" à sauvegarder, qu'il soit social, culturel ou financier. Premières victimes de la précarisation de l'emploi, elles occupent les marges du marché, les terrains vagues de la consommation, les banlieues du capitalisme.

Outre les pauvres du Nord, et constituant un bon tiers de l'humanité d'aujourd'hui les habitants des pays les moins intégrés au capitalisme mondial perçoivent les normes occidentales de sécurité comme une violence superflue. Ils vivent dans des pays où règne la terreur politique, la misère économique pour la majorité, la corruption de l'Etat, le fanatisme religieux ou la guérilla permanente. La gouvernance est loin de leur portée. La bonne encore moins. Les normes de sécurité qu'elle implique n'ont pas de signification dans de tels contextes où il s'agit de survivre aux risques quotidiens et non de les gérer car ils échappent à votre contrôle. La maîtrise des risques est le propre des nantis et la pauvreté, mot pudique pour désigner la misère, n'est pas un risque parmi d'autres, ou une déviation sur le bord du chemin. Elle est le risque essentiel. Ces marges du capitalisme sont les lieux de toutes les violences. Comme les banlieues des métropoles urbaines, c'est de là que partent les migrations aujourd'hui, demain les révoltes. C'est là que le capitalisme produit sa propre insécurité en mettant sous le nez des populations sans revenus, les automobiles, téléviseurs, gadgets, qu'ils produisent parfois mais ne peuvent pas ache-

ter. Cet attentat à leur dignité est évidemment vécu comme une violence. Les bourgeoisies nationales de ces pays dorment sur un volcan et placent leurs économies en Suisse où leurs enfants vont en pension. Ils sont plus proches d'un Américain moyen que de leurs propres compatriotes. Globalisation oblige.

Ainsi le concept de gouvernance n'est pas anodin. Il est profondément normatif et global. Il évoque une sorte de garantie politique, de stabilité, propre à favoriser la reproduction du capitalisme, sa dynamique de développement des flux et profits, sans horizon, à l'infini. C'est la bonne gestion entendue par des technocrates occidentaux qui considèrent que le capitalisme est le stade final de toutes les civilisations pensables et qui prennent, à grands risques ces désirs pour la réalité. Cette réalité se rappelle à eux fréquemment, surtout lorsqu'on prend des otages ou lorsqu'on tire des roquets sur les hôtels cinq étoiles où logent ces "experts". Parce qu'on préfère ne pas distribuer une part des profits à des non-actionnaires, à des actionnaires de rien, ceux-ci constituent un brûlot d'insécurité qui ne se contentera pas éternellement de se noyer dans le détroit de Gibraltar, ou de croupir dans des camps de réfugiés.

La présence de ces "damnés de la terre" dans un monde interdépendant est imparable et l'aide humanitaire une drogue homéopathique qui gagne du temps. Ils n'ignorent plus là où se trouvent les richesses, qu'ils ont vues à la télé, dans des cafés de villes ou chez eux. On leur dit que pour réussir, il faut ouvrir une échoppe, une PME même. Etranglés par les prêteurs ou les banques, lorsqu'ils échouent ils ont toutes les raisons de se sentir floués, volés de leurs vies, et de devenir éventuellement méchants. Déçus par les miroirs aux alouettes, ils peuvent faire le projet de détruire les ficelles par lesquelles ces miroirs sont agités. La cause d'une telle insécurité est bien connue. Elle résulte d'un partage inéquitable des richesses entre les hommes. Ce partage déséquilibré est une vieille affaire mais le capitalisme démultiplie les déséquilibres en se globalisant. D'où l'émergence d'une menace perçue comme globale par les victimes des délocalisations comme par les capitalistes. La globali-

sation produit donc de l'insécurité et cette situation appelle des normes de sécurité globales.

### *Le projet de sécurité globale*

Au XX<sup>e</sup> siècle, les projets sécuritaires visaient à faire taire toute contestation risquant de déstabiliser le gouvernement de l'Etat (CRS : Compagnies républicaines de sécurité). Désormais ils visent en plus à garantir aux consommateurs citoyens une jouissance paisible des marchandises offertes. Il s'agit moins de maîtriser le désordre que de l'empêcher de naître, à la source, à la racine. D'où le désarroi temporaire devant les affrontements de Seattle et de Gênes, qui remettaient en scène des formes de contestation anciennes, c'est-à-dire politiques et non sectorielles. La gestion des contestations se passe en amont : dans la production programmée et encadrée du consensus. Ce n'est que lorsqu'en aval apparaissent des risques non prévus que la contestation peut se formuler, déjouant le plan de gouvernance.

Le sang contaminé, la canicule mettent en lumière un défaut de prévoyance du gouvernement français, tout comme les incendies au Portugal ou les inondations en Inde, sont reprochés aux gouvernements, tant en termes préventifs que curatifs. La préparation à toutes les catastrophes va devenir dans les années qui viennent une part essentielle des processus de socialisation, chacun se préparant, non seulement un abri antiatomique dans sa cave, pour les plus aisés aux USA, mais participant à des exercices "communautaires" de réponse à une réédition de la chute des tours jumelles. Les exercices de simulation de catastrophes se multiplient désormais dans le métro, les aéroports, particulièrement dans les pays anglo-saxons (USA, UK), vecteurs les plus actifs de l'idéologie capitaliste globale et mêmes fondateurs de son credo.

Ce projet sécuritaire parvient à se substituer au champ politique et aux débats politiques antérieurs qui le fondaient. Il n'y a plus débat mais gestion des contraintes économiques et des risques collectifs. Tel se présente le champ postpolitique à l'ère de "la pensée unique". Le succès ou l'échec des ministères se mesure aux déficits et

aux catastrophes mal gérés. Le président des USA subit le verdict de commissions parlementaires sur son usage des renseignements. La prévoyance, l'anticipation, sont au cœur de ces jugements qui se présentent moins comme des jugements politiques que comme des diagnostics de gouvernance bonne ou médiocre, c'est-à-dire de pilotage conforme aux intérêts de la collectivité capitaliste.

La protection se présente donc comme un devoir politique primordial. Elle exige même des guerres éradicatrices du danger affirme le président des USA. Il s'agit en outre d'un devoir moral de chaque individu. Signaler les colis suspects, les individus louches, est-il un réflexe civique et un signe de solidarité ou bien s'agit-il de l'émergence d'une société grégaire où les liens sociaux se délitent dans la crainte et les tremblements ? Quel est donc le sens d'une solidarité fondée sur la peur des catastrophes plutôt que sur la compassion fraternelle à l'égard des victimes ? On hésite encore en Europe. Aux Etats-Unis le 11 septembre a entériné le choix de la peur, durablement, on peut le craindre, faisant apparaître une espèce nouvelle, celle des hommes terrorisés et armés, se substituant à celle des hommes en société.

Marché unique, pensée unique, sécurité globale. Ce programme en trois points résume l'idéologie économique, politique, sécuritaire, du projet global. L'économie de marché capitaliste est la locomotive du système. L'exploitation sur laquelle elle est fondée engendre de telles inégalités de ressources que la morale politique démocratique est requise pour rendre l'exploitation mieux emballée. Elle permet d'entretenir l'illusion que, grâce à son énergie et à son talent, chacun peut devenir Ford ou Rockefeller et qu'une égalité virtuelle des chances règne entre les hommes. A défaut de réalité, c'est une consolation virtuelle du plus grand intérêt, surtout que le marché regorge de gadgets évitant de trop réfléchir et de sensations qui remplacent la pensée devenue incongrue et binaire grâce aux ordinateurs.

La sécurité globale, troisième étage de cette idéologie libéricide s'impose ainsi comme une nécessité. La jouissance paisible du droit de consommer toutes les merveilles produites sur le marché

suppose une calme continuité, l'évacuation des conflits, violences, contradictions, héritées d'un âge antérieur à la fin de l'histoire réalisée par ce capitalisme triomphant et profondément moral parce que civilisateur. Tous risques maîtrisés ou tenus à distance dans des camps ou des îles, comme à Guantanamo, nouveaux goulags, la jouissance hédoniste des marchandises, le bonheur du capitalisme, deviennent enfin possibles. La terreur des lendemains pourrait alors prendre fin, si avec l'optimisme requis on pouvait présumer, avec beaucoup de présomption, que les barrières ou barreaux, derrière lesquelles les exclus à ce festin nous regardent à table, à la télé, étaient en mesure de contenir l'indignation et la colère de ces milliards de non-consommateurs. Fin du scénario optimiste. Retour à la préparation du désastre.

### *La préparation du désastre*

Les animaux sauvages tels que les lions et les chacals sont fréquemment filmés en train de s'affronter autour des dépouilles d'un animal plus faible ou moins rapide. C'est l'image de la violence de la nature. La notion de préparation aux désastres (*disaster preparedness*) a été forgée aux USA. Elle constitue le bord le plus avancé de l'idéologie sécuritaire. Elle a intégré l'évidence selon laquelle l'ennemi ou le danger est dans nos murs. Elle ne se contente plus de gérer les risques sectoriels. Elle programme intentionnellement un désastre (éventuellement intentionnellement provoqué) c'est-à-dire une catastrophe accidentelle ou non, programmée elle aussi.

Les principales civilisations se sont efforcées de produire des objectifs communs mobilisant les hommes. Parmi ces entreprises, la protection contre la précarité de la vie et les aléas, grâce à des dispositifs réels et symboliques appropriés est un fondement de toute civilisation. Maîtriser la violence en l'encadrant par un usage de la force légitime, par des normes et des valeurs constitue aussi un trait de toute projet civilisateur qui s'inscrit de la nature à la culture. Cette protection a longtemps reposé sur une interprétation des causes des maux de type magico-religieux. Dans le champ politique a émergé une notion de sécurité complémentaire des explications et

sublimations religieuses. La religion rendait la violence et la précarité tolérables et le politique encadrait cette violence sociale dans les limites de ce même tolérable et en posant ces limites. Au seuil du troisième millénaire, le projet d'une sécurité globale représente une étape dont l'interprétation suppose d'identifier les continuités et les ruptures dans les visions et approches de la sécurité.

Parmi les ruptures identifiables, la sécurité s'est infiltrée dans le champ politique qu'elle envahit désormais. La démocratie sécuritaire, celle de la gestion partagée et civique des risques se substitue sous nos yeux aux débats politiques sur des choix de société désormais passés au second plan. Les élections américaines de 2004 sont réglées autour de la question de la sécurité et de la peur. Peur du chômage, peur des attentats, peur des catastrophes, il s'agit désormais de rassurer les électeurs en Occident, ce qui contribue à faire converger les programmes qui ne sont plus que des programmations sans projet : de la gestion à l'identique si les accidents étaient tous prévus.

Ces évolutions s'observent dans l'hémisphère Nord, en particulier dans l'univers technocratique anglo-saxon qui modèle, modélise et pilote les processus de globalisation. Ailleurs, partout, la vie continue, précaire, accablée, aléatoire, soumise aux caprices des climats, des fleuves, des dictatures, des épidémies. Il faut insister néanmoins sur le développement de classes moyennes supérieures qui s'engouffrent dans le marché global et s'enivrent de ses marchandises avec délectation, comme en Chine, pour ceux qui ont un emploi stable. Une nouvelle appartenance se dessine, qui transcende les nations, les régions, les Etats. Elle définit des consommateurs globaux des mêmes biens et services réels et symboliques, mais aussi des mêmes valeurs de démocratie économique, d'hédonisme, des mêmes usages de gestion du temps produits par des consommations identiques. De telles masses ne sont plus des agrégats socialistes mais des cohortes de consommateurs, dociles mais scrupuleusement différenciées par la couleur de leurs téléphones portables ou de leurs baskets. Chacun porte une petite marque distinctive, achetée, qui le distingue de son voisin. Ils se parlent peu, en langues codées ou en sigles, et se font des appels de phares pour si-

gnaler le danger ou les gendarmes. Mais ils communiquent beaucoup, par téléphones et ordinateurs. Ils évoquent ces fameuses créatures grégaires repliées sur elles-mêmes, annoncés par Tocqueville dans “la démocratie en Amérique”.

De tous ces flux qui se croisent sans jamais se rencontrer, car en perpétuel mouvement, naissent des pratiques culturelles nouvelles, observées dans les villes américaines, indiennes, européennes, brésiliennes, ... en particulier à l'intérieur des classes d'âges exposées de façon différentielle à la globalisation. Les plus jeunes sentent fort l'exclusion si, par malchance, ils ne disposent pas des revenus pour participer à cette kermesse globale. Les enfants des *favelas* ne lisent pas Harry Potter mais ils en entendent parler. Ainsi se dessine une frontière globale nouvelle, au-delà des frontières traditionnelles de plus en plus perméables. Elle dessine deux parties dans et hors marché, dans le même monde. D'une part, le camp des riches, solvables, consommateurs globaux vivant sous la bannière du marché, de la gestion croissante des risques. Ils ont des emplois, accès à la santé, à l'éducation, aux loisirs. Ils sont inclus dans le monde global. D'autre part, le camp des exclus de ce même marché se compose de tous les largués, dans toutes les sociétés, du Nord au Sud. Ils ne sont pas solvables, reçoivent pour certains des aides dégressives, des vitamines humanitaires, des emplois épisodiques. Leurs enfants ne vont à l'école qu'à temps partiel, pour peu de temps. Ils sont parfois violents dans la famille et ces enfants fuient dans les rues.

A mesure que se développent les processus de globalisation le flux des inclus augmente, de même que le flux des exclus croît. A la différence des projets civilisateurs antérieurs, le capitalisme global – car c'est de lui qu'il s'agit – qui n'est de fait qu'un système économique, tend à réduire les hommes à des fonctions de production et de consommation de marchandises matérielles et immatérielles.

L'aliénation sécuritaire qui résulte de son projet liberticide de sécurité globale ou totale interdit toute communication sérieuse entre les inclus et les exclus, dans chaque société, et encore plus à l'échelle globale. Au lieu d'établir des ponts sur ces fossés séparant

les uns et les autres on construit des murs réels et symboliques auxquels viennent se heurter des hommes et des femmes, jeunes souvent. Après cet échec, certains tentent un second passage ... armés cette fois.

L'idéologie sécuritaire dont les principaux ressorts ont été analysés résulte d'un effort de déconstruction et de construction. Elle ne constitue pas la formulation d'une théorie exclusive mais celle d'une logique et d'une dynamique idéologique. Elle n'évoque pas les intentions maléfiques ou égoïstes d'acteurs sociaux particuliers mais les logiques d'un système de nature idéologique, de même nature que le travail réalisé sur l'idéologie humanitaire (Hours, 1998). Les anathèmes qui s'échangent au-dessus du mur évoqué, au nom du bien (sic) signalent que la sécurité globale est en danger mais surtout que ce projet est anxiogène, mortifère, car il génère une mise à l'écart qui produit encore plus d'insécurité. Il est contre-productif en termes de sécurité. Le seul danger authentique réside dans la pauvreté et l'exclusion qu'elle engendre dans un contexte de proximité, voire de promiscuité en termes de communications qui rend vaine l'érection des murs. Sécuriser c'est aujourd'hui édicter des normes compatibles avec une vie tranquille mais c'est aussi tenir à distance les non-consommateurs comme des chiens galeux.

Dans les sociétés anglo-saxonnes, les plus obsédées par la sécurité totale, la gestion des catastrophes tend à être doublée d'une préparation aux désastres, sorte de "soutien ou prise en charge psychologique", thérapie appliquée non plus après l'évènement mais avant. Le caractère occidental des catastrophes n'est plus assez apocalyptique pour les adeptes d'un Dieu vengeur punissant les pêcheurs, car un parfum de punition flotte sur la notion de désastre. D'autant plus sensible lorsque le désastre est provoqué au nom d'un autre Dieu, vengeur lui aussi. Lorsque l'accusation de pêcher se traduit par des actes terroristes suivis de guerres punitives impossibles à cibler, un vrai désastre se profile à l'horizon, où s'affrontent bord à bord des fanatismes intégristes bornés.



L'Amérique, parce que son capitalisme est encore la locomotive de la globalisation, est responsable des dérives de l'intégrisme sécuritaire aujourd'hui qui mène à un cul-de-sac où peuvent s'engloutir les civilisations, s'il en reste suffisamment. On brûlait naguère les sorcières de Salem et les badauds applaudissaient à cette revanche sur le mal. L'exorcisme du péché, d'un péché non assumé ni même identifié, n'est-il pas finalement analogue à cette volonté devenue délirante d'extirper les risques inhérents à la vie, d'éradiquer tous les dangers, de Salem à Wall Street ? Et ce péché n'est-il pas celui d'un irréfragable impérialisme dont la sécurité est le jouet ?

La sécurité totale est non seulement une utopie, mais c'est un vrai désastre, producteur de catastrophes en chaîne provoquées par ces murs, ces grillages, ces nouveaux rideaux de fers qui encerclent les territoires réels et symboliques du marché derrière lesquels on enferme la moitié de la population mondiale. Jusqu'à quand ? Tous ces hors marché n'ont aucune raison de "nous" laisser "tranquilles". Et on les comprend après trois décennies de "développement", quinze ans de "lutte contre la pauvreté" et la révélation du paradis capitaliste à portée de main et de porte-monnaie auquel ils n'ont pas accès. Bardés de droit de l'homme sans effets, et tentés parfois de les échanger contre des ceintures de grenades, les exclus du marché font face à une mobilisation où les bons offices, la médecine d'urgence ne suffisent plus. C'est pourquoi tout le monde doit devenir pompier en Occident car la moindre étincelle peut provoquer l'explosion globale.

Hours Bernard. (2010)

Logiques sociales et normes globales : l'envahissement  
sécuritaire

In : Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.).

*Anthropologie politique de la globalisation*

Paris : L'Harmattan, p. 83-99. (Anthropologie Critique)

ISBN 978-2-296-11169-1.